

Le grand **débat national**

à Soisy-sur-Seine

Réunion n°1 :

« Nos impôts, nos dépenses et l'action publique »

Vendredi 1^{er} février 2019 - Salle du Grand Veneur

5 rencontres-débats

20h30, Salle du Grand Veneur

- **Vendredi 1^{er} février** : « Nos impôts, nos dépenses et l'action publique »
- **Jeudi 7 février** : « L'organisation de l'Etat et des collectivités publiques »
- **Vendredi 8 février** : « La transition écologique »
- **Vendredi 15 février** : « Démocratie et citoyenneté »
- **Jeudi 21 février** : « Autres sujets choisis par les Soiséens(nes) »

Un cadre proposé par La Présidence de la République

- Des fiches thématiques
 - Diagnostic
 - Questions



Le grand
débat national

La fiscalité et les dépenses publiques

Le Diagnostic

Le vote annuel du « budget » par les parlementaires permet à l'Etat de collecter les impôts pour financer toutes les actions publiques. Les finances publiques de la France sont marquées par le niveau de dépense publique le plus élevé des pays développés lorsqu'il est rapporté au produit intérieur brut (PIB). La dépense publique s'est élevée à 56,5 % du PIB en 2017. Pour financer ces dépenses, nous avons recours aux impôts et aux cotisations sociales, qui constituent ce qu'on appelle les « prélèvements obligatoires ».

Le taux de prélèvements obligatoires en France s'est élevé à 45,3 % de PIB en 2017. Il est en hausse constante depuis 50 ans et est aujourd'hui le plus élevé des pays riches. Cela signifie que près de la moitié de la richesse produite est prélevée par l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales. La dépense publique finance de nombreux services publics (police, hôpital, armée, tribunaux,

La fiscalité et les dépenses publiques 01

Un cadre proposé par La Présidence de la République

■ Une charte

*Pour « protéger le débat
et le rendre accessible à toute expression
qui respecte les principes généraux de la
démocratie »*

The image shows a thumbnail of the 'Charte du grand débat' document. At the top, it reads 'Le grand débat national' and 'La charte du grand débat'. The main heading is 'Toute personne peut s'exprimer librement dans le cadre du grand débat sous réserve de respecter la présente charte.' Below this, it states that the charter is based on principles of pluralism, argumentation, transparency, and laicity. The document is divided into two columns of rules for participants and organizers. The left column lists general rules for participants, such as respecting others and not spreading hate. The right column lists specific rules for organizers, such as not using the platform for propaganda or violence. At the bottom, it mentions that contributions contrary to the charter are subject to moderation and that serious violations can lead to suspension or exclusion. The hashtag #GrandDebat is visible at the bottom left of the thumbnail.

Le grand
débat national

La charte du grand débat

Toute personne peut s'exprimer librement dans le cadre du grand débat sous réserve de respecter la présente charte.

Cette charte est fondée sur les principes de pluralisme, d'argumentation, de transparence et de laïcité. Elle a pour fonction de protéger le débat et de le rendre accessible à toute expression qui respecte les principes généraux de la démocratie.

En tant que participant / organisateur / animateur / rapporteur,

- J'atteste de ma pleine et entière adhésion aux valeurs républicaines et aux règles du débat démocratique. Je m'engage à :
- respecter les autres participants et leurs opinions, mêmes si elles sont différentes des miennes
- contribuer au grand débat avec des propositions et des arguments
- n'exprimer, diffuser, ou partager aucun contenu offensant ou contraire à la loi
- ne diffuser aucune information volontairement erronée, tronquée ou hors sujet
- ne diffuser aucun message à vocation publicitaire, promotionnelle, pornographique ou commerciale
- éviter tout prosélytisme
- ne pas porter atteinte à autrui, c'est-à-dire attaquer une personne ou un groupe de personnes en raison de leurs caractéristiques propres
- ne tenir aucun propos injurieux, grossier, diffamatoire, irrespectueux, agressif, violent, raciste, xénophobe, homophobe, sexiste, ou

faisant l'apologie des crimes de guerre

- ne pas renvoyer vers des sites, médias ou supports dont la teneur ne respecterait pas la présente charte

En tant qu'organisateur / animateur / rapporteur d'un débat, je m'engage à :

- adopter une posture de neutralité vis-à-vis des participants, ne pas prendre parti pour tel ou tel raisonnement, proposition ou avis, participant, etc.
- veiller à ce que chacune et chacun puisse s'exprimer
- informer les participants de la présente charte et la faire respecter
- restituer le débat de manière fidèle aux échanges.

Les contributions contraires à cette charte sont susceptibles d'être modifiées ou supprimées sans préavis par l'équipe de modération.

En cas de violation grave ou répétée de la Charte, l'utilisateur en ligne est passible de voir son compte suspendu ou supprimé, le participant à un débat susceptible d'être exclu du débat par son organisateur / animateur.

#GrandDebat

Un cadre proposé par La Présidence de la République

■ Une charte

Qui engage les participants

Qui engage l'animateur

The image shows a thumbnail of the 'Charte du grand débat' document. At the top, it reads 'Le grand débat national' and 'La charte du grand débat'. The main heading is 'Toute personne peut s'exprimer librement dans le cadre du grand débat sous réserve de respecter la présente charte.' Below this, it states that the charter is based on principles of pluralism, argumentation, transparency, and laicity. The document is divided into two columns of rules. The left column lists rules for participants and organizers, such as adhering to republican values, respecting others, and contributing to the debate. The right column lists rules for organizers and animators, such as not spreading hate speech, maintaining neutrality, and ensuring a respectful environment. At the bottom, it mentions that contributions contrary to the charter may be moderated or removed, and that in case of a serious violation, the participant's account may be suspended. The hashtag #GrandDebat is visible at the bottom left of the document.

Le grand débat national

La charte du grand débat

Toute personne peut s'exprimer librement dans le cadre du grand débat sous réserve de respecter la présente charte.

Cette charte est fondée sur les principes de pluralisme, d'argumentation, de transparence et de laïcité. Elle a pour fonction de protéger le débat et de le rendre accessible à toute expression qui respecte les principes généraux de la démocratie.

En tant que participant / organisateur / animateur / rapporteur,

- J'atteste de ma pleine et entière adhésion aux valeurs républicaines et aux règles du débat démocratique. Je m'engage à :
- respecter les autres participants et leurs opinions, mêmes si elles sont différentes des miennes
- contribuer au grand débat avec des propositions et des arguments
- n'exprimer, diffuser, ou partager aucun contenu offensant ou contraire à la loi
- ne diffuser aucune information volontairement erronée, tronquée ou hors sujet
- ne diffuser aucun message à vocation publicitaire, promotionnelle, pornographique ou commerciale
- éviter tout prosélytisme
- ne pas porter atteinte à autrui, c'est-à-dire attaquer une personne ou un groupe de personnes en raison de leurs caractéristiques propres
- ne tenir aucun propos injurieux, grossier, diffamatoire, irrespectueux, agressif, violent, raciste, xénophobe, homophobe, sexiste, ou

faisant l'apologie des crimes de guerre

- ne pas renvoyer vers des sites, médias ou supports dont la teneur ne respecterait pas la présente charte

En tant qu'organisateur / animateur / rapporteur d'un débat, je m'engage à :

- adopter une posture de neutralité vis-à-vis des participants, ne pas prendre parti pour tel ou tel raisonnement, proposition ou avis, participant, etc.
- veiller à ce que chacune et chacun puisse s'exprimer
- informer les participants de la présente charte et la faire respecter
- restituer le débat de manière fidèle aux échanges.

Les contributions contraires à cette charte sont susceptibles d'être modérées ou supprimées sans préavis par l'équipe de modération.

En cas de violation grave ou répétée de la Charte, l'utilisateur en ligne est passible de voir son compte suspendu ou supprimé, le participant à un débat susceptible d'être exclu du débat par son organisateur / animateur.

#GrandDebat

Un cadre proposé par La Présidence de la République

■ Une charte

Qui engage les participants à

- *respecter les autres participants*
- *ne tenir aucun propos injurieux, grossier, diffamatoire, irrespectueux, agressif, violent, et contraire à la loi*
- *éviter tout prosélytisme*
- *contribuer aux débats avec des propositions et des arguments*
- *ne diffuser aucune information volontairement erronée, tronquée ou hors sujet*

Un cadre proposé par La Présidence de la République

■ Une charte

Qui engage l'animateur à

- *Adopter une posture de neutralité*
- *Veiller à ce que chacune et chacun puisse s'exprimer*
- *Restituer de manière fidèle les débats*

Le déroulement du débat

avec...

- 1 animateur,
- 1 « **Maître du temps** » (2mn par personne/sujet),
- 4 **observateurs** (2 désignés / 2 volontaires) qui prépareront une synthèse,
- 1 « **Garant de la charte** »,

et

- 1 personne qui notera les thèmes se rapportant à la ville,
- 1 personne de Grand paris Sud qui notera les remarques se rapportant à l'agglomération.

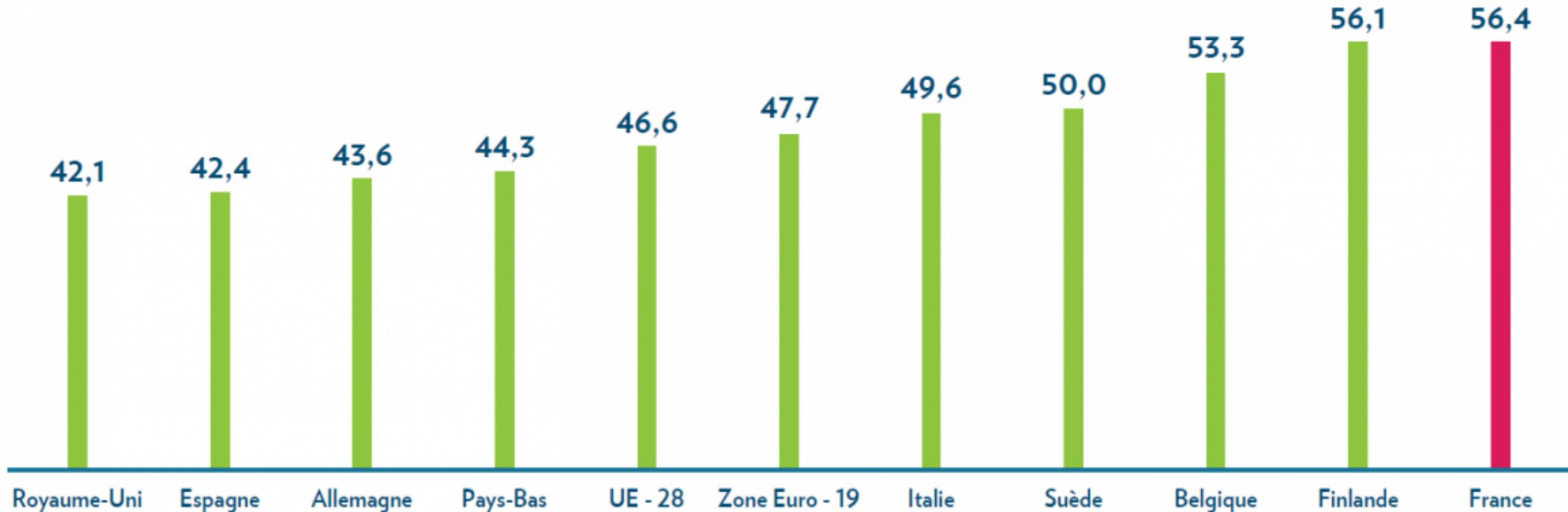


Le diagnostic

La fiscalité

et les dépenses publiques

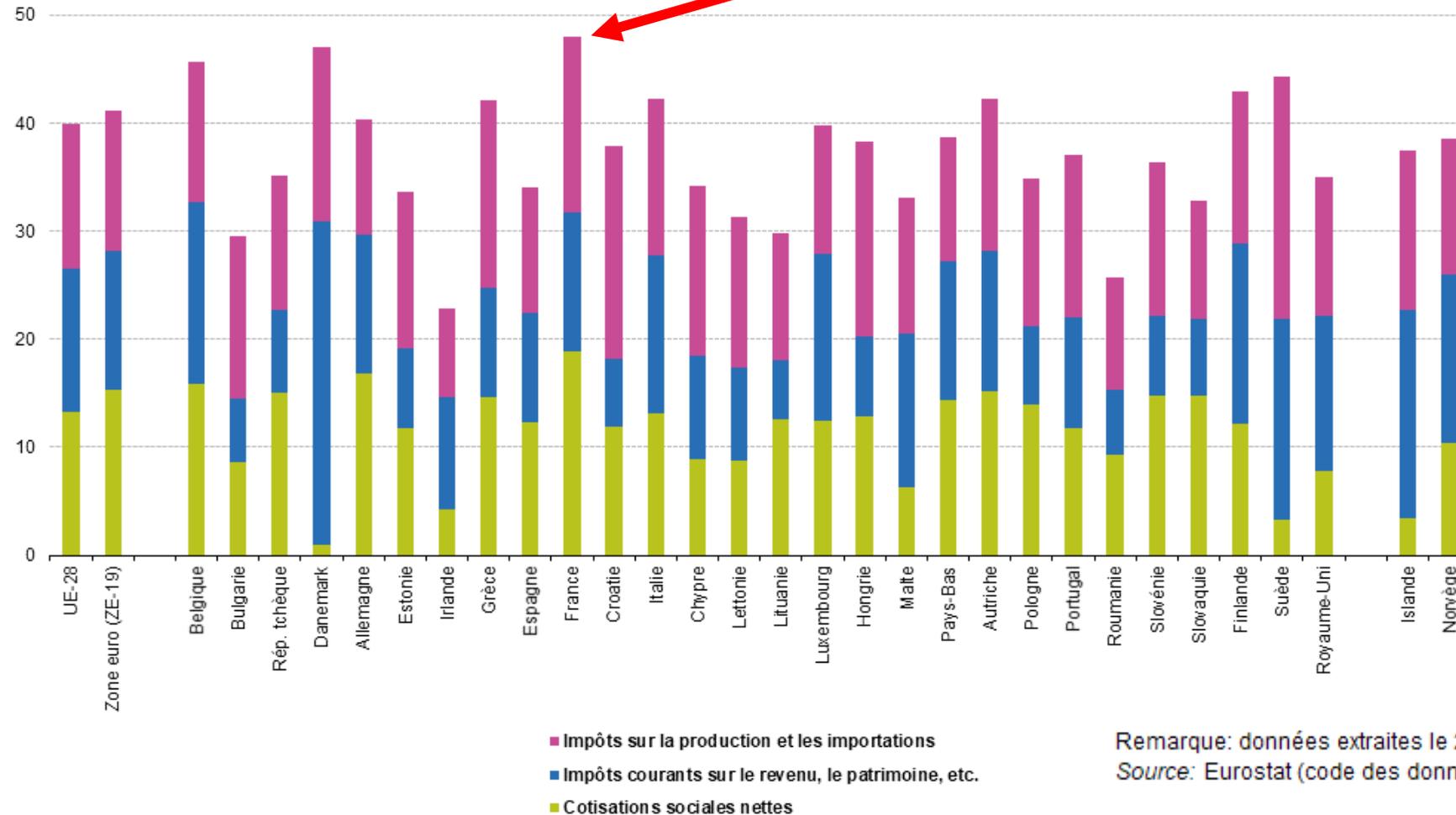
La France possède le niveau de dépense publique le plus élevé des pays développés...



Source : Eurostat

La France a le « Taux de prélèvements obligatoires » (45,3% de PIB en 2017) le plus élevé des pays riches.

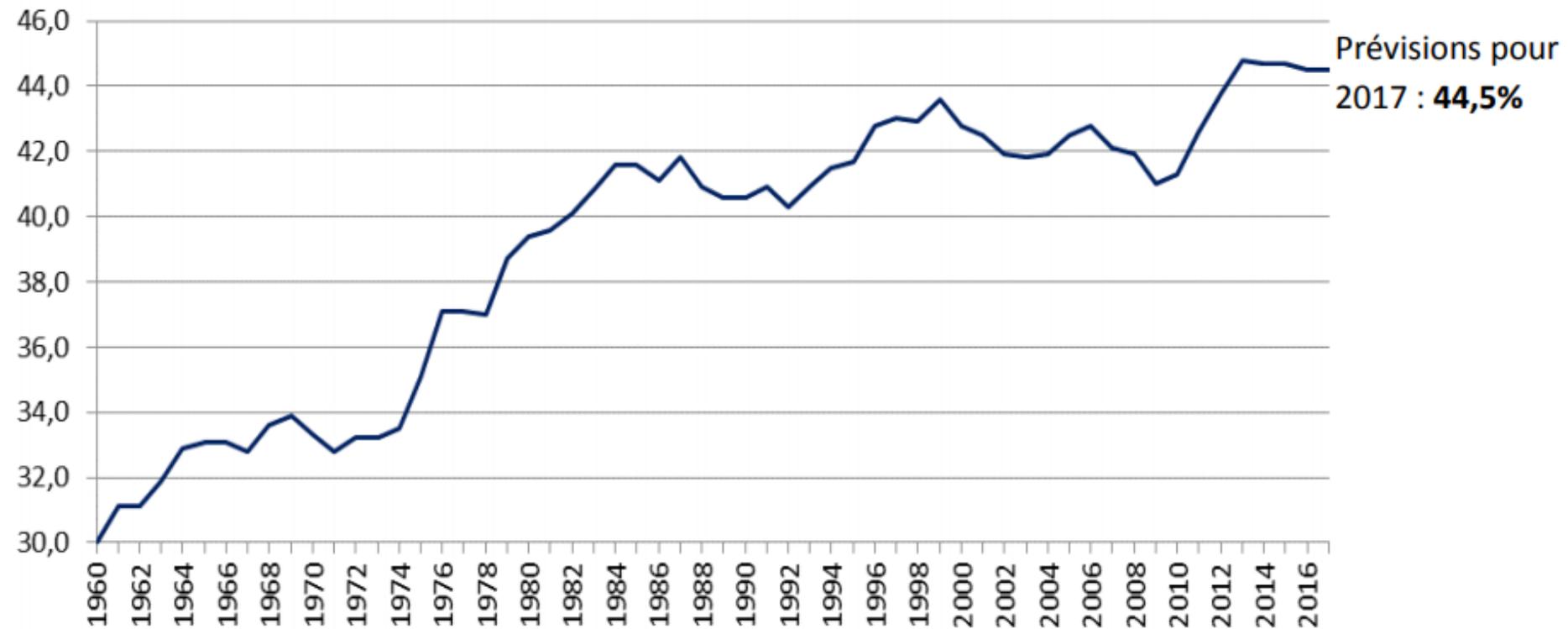
Principales catégories d'impôts et cotisations sociales, 2017
(en % du PIB)



Remarque: données extraites le 23 avril 2018.
Source: Eurostat (code des données en ligne: gov_10a_main)

La France a le « Taux de prélèvements obligatoires » (45,3% de PIB en 2017) le plus élevé des pays riches.

Évolution du taux de prélèvements obligatoires (en % du PIB)



Source : Insee

Ce que financent 1000 euros de dépenses publiques

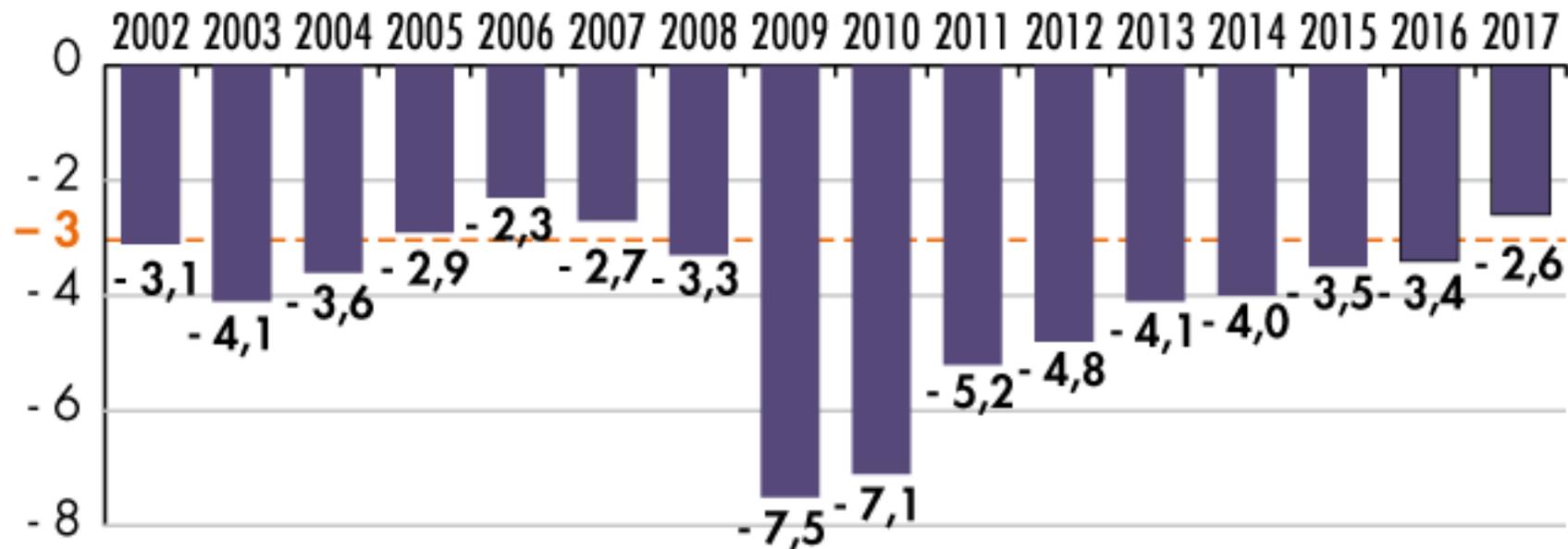
Dépenses	Sous-dépenses	Pour 1000€ en France
Protection sociale	dont retraites	268 €
	dont assurance-maladie	191 €
	dont famille (ex : allocations familiales)	42 €
	dont chômage	35 €
	dont aide au logement (ex : APL)	17 €
	dont autre solidarité (ex : prime d'activité, RSA)	22 €
	Sous total protection sociale	575 €
Dépenses sectorielles	dont affaires économiques (ex : crédits d'impôts aux entreprises, soutien aux ENR, aides sectorielles, subventions et avances pour l'innovation)	53 €
	dont transport et équipements collectifs (ex : développement et entretien des réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux)	43 €
	dont culture (ex : frais de fonctionnement des musées nationaux)	22 €
	dont environnement (ex : gestion de l'eau et des déchets)	16 €
	dont infrastructures (ex : éclairage public)	9 €
	Sous total dépenses sectorielles	143 €
Services publics régaliens	dont défense	31 €
	dont sécurité	25 €
	dont justice	4 €
	Sous total régalien	60 €
Education		96 €
Recherche		23 €
Administrations publiques (services des impôts, mairies et autres collectivités territoriales, préfectures, ambassades-consulats, caisses de sécurité sociale, etc.)		66 €
Charge de la dette		37 €

Source : Eurostat, calculs DG Trésor

La France est en déficit depuis 1974.

DÉFICIT AU SENS DE MAASTRICHT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

EN % DU PIB

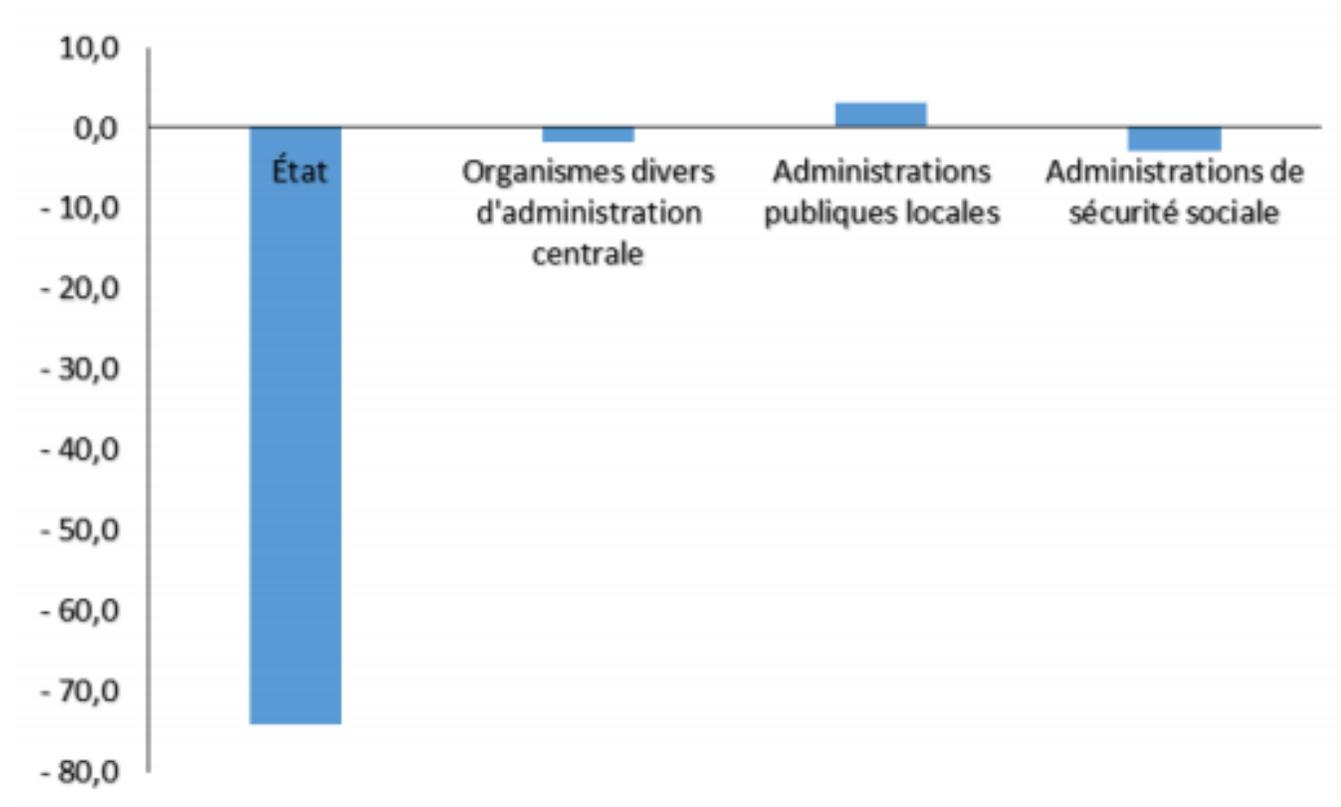


Source : lafinancepourtous.com d'après Insee



La France est en déficit depuis 1974.

Déficit des administrations publiques 2016, en milliards d'euros



Le déficit des administrations publiques en 2016 atteignait 75,9 milliards d'euros. L'État à lui seul présente un déficit de 74,1 milliards d'euros.

Source : Insee

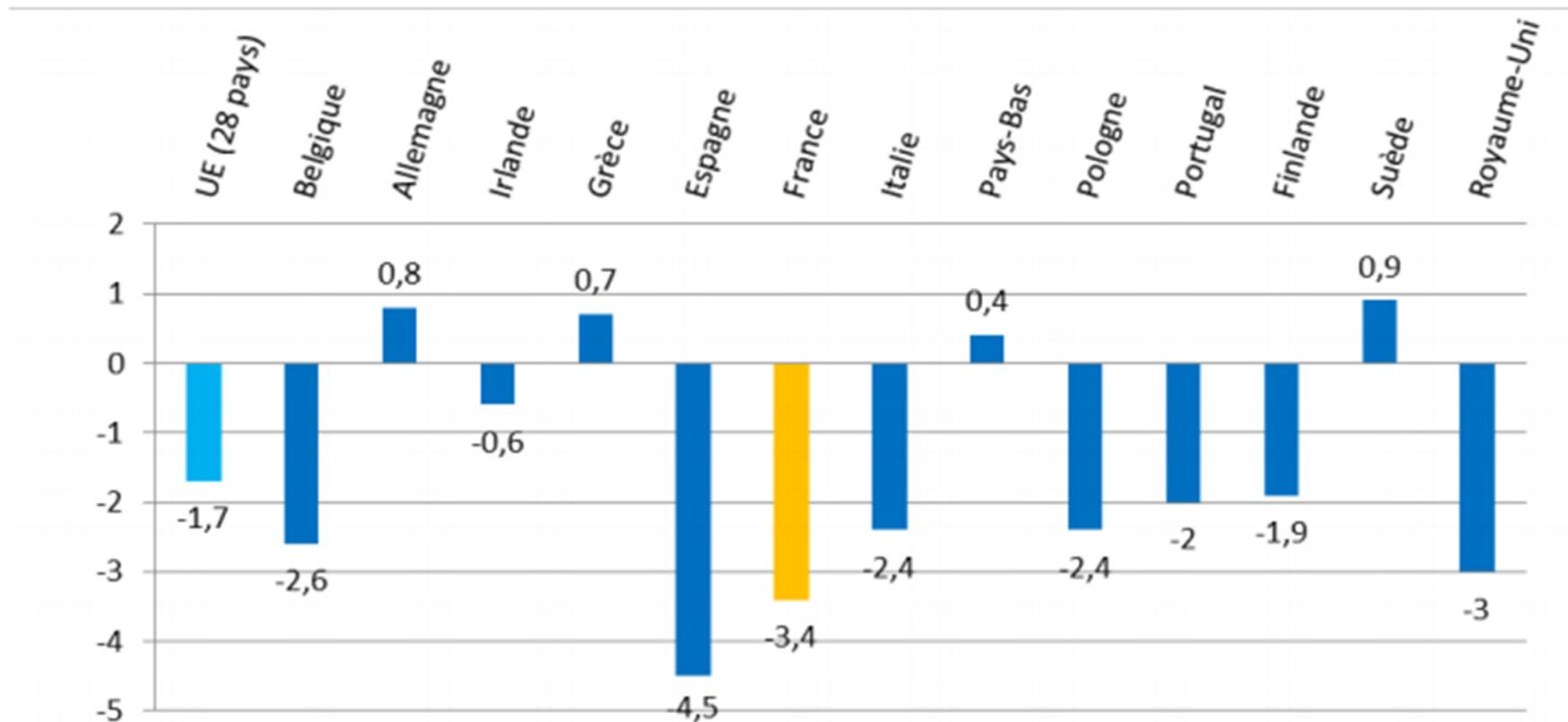
La France est en déficit depuis 1974.

	Etat	Collectivités locales	Sécurité sociale	Autres administrations	Total
2010	-121,8	-1,4	-23,3	9,1	-137,4
2011	-91,2	-0,7	-12,9	-0,2	-105
2012	-81,6	-3,5	-12,7	-2,6	-98,2
2013	-69,6	-8,3	-8,8	1,4	-85,7
2014	-75,3	-4,6	-7,9	2,9	-84,8
2015	-71,3	-0,7	-5,7	-1,1	-77,4
2016	-73,8	3	-2,2	-2,9	-75,9
2017	-64,3	0,8	5	-1	-59,5

Déficit public (en milliards d'euros)

Le niveau de déficit est supérieur à la moyenne de nos partenaires européens

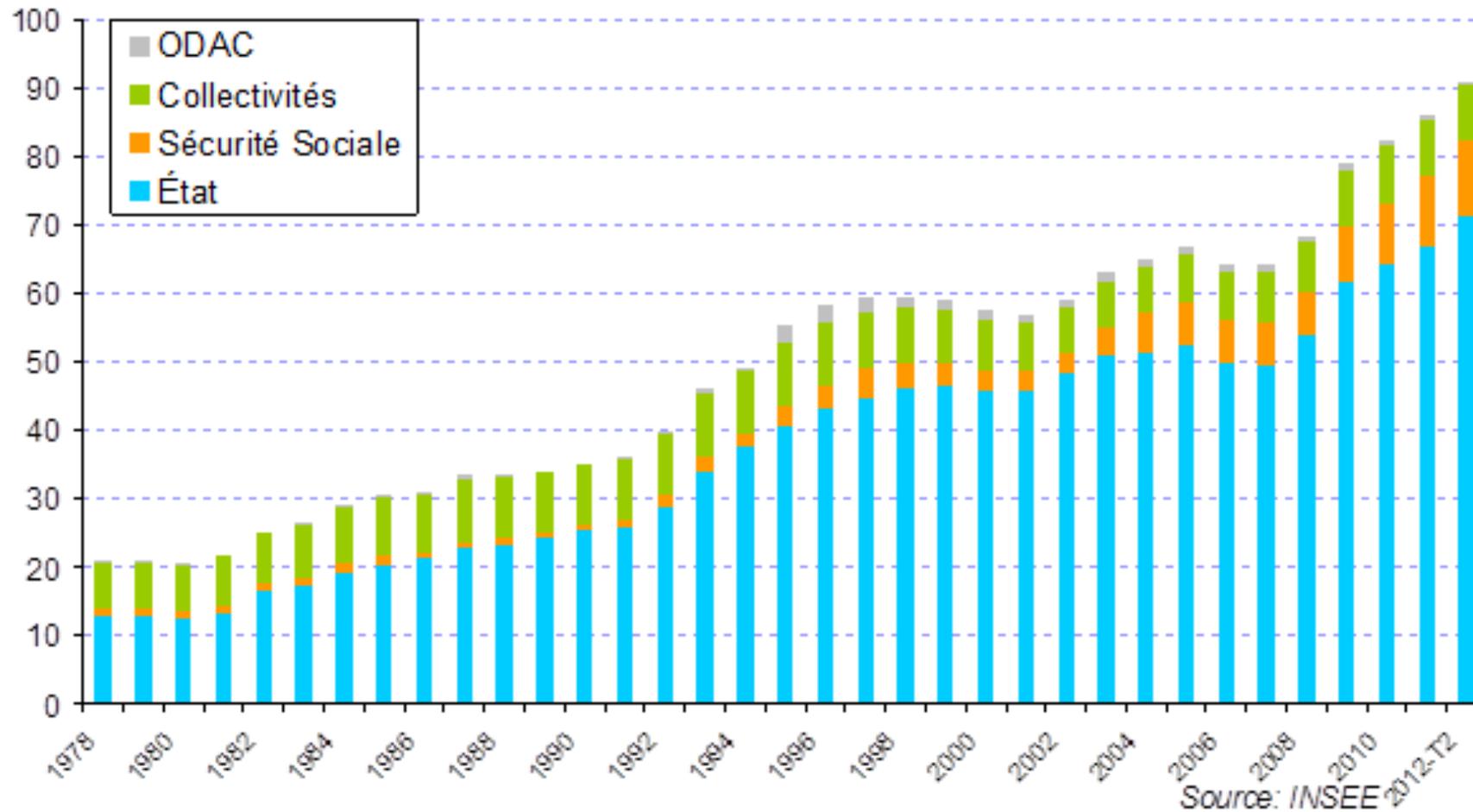
Comparaisons européennes
Déficit public en 2016, en % du PIB



Source : Eurostat

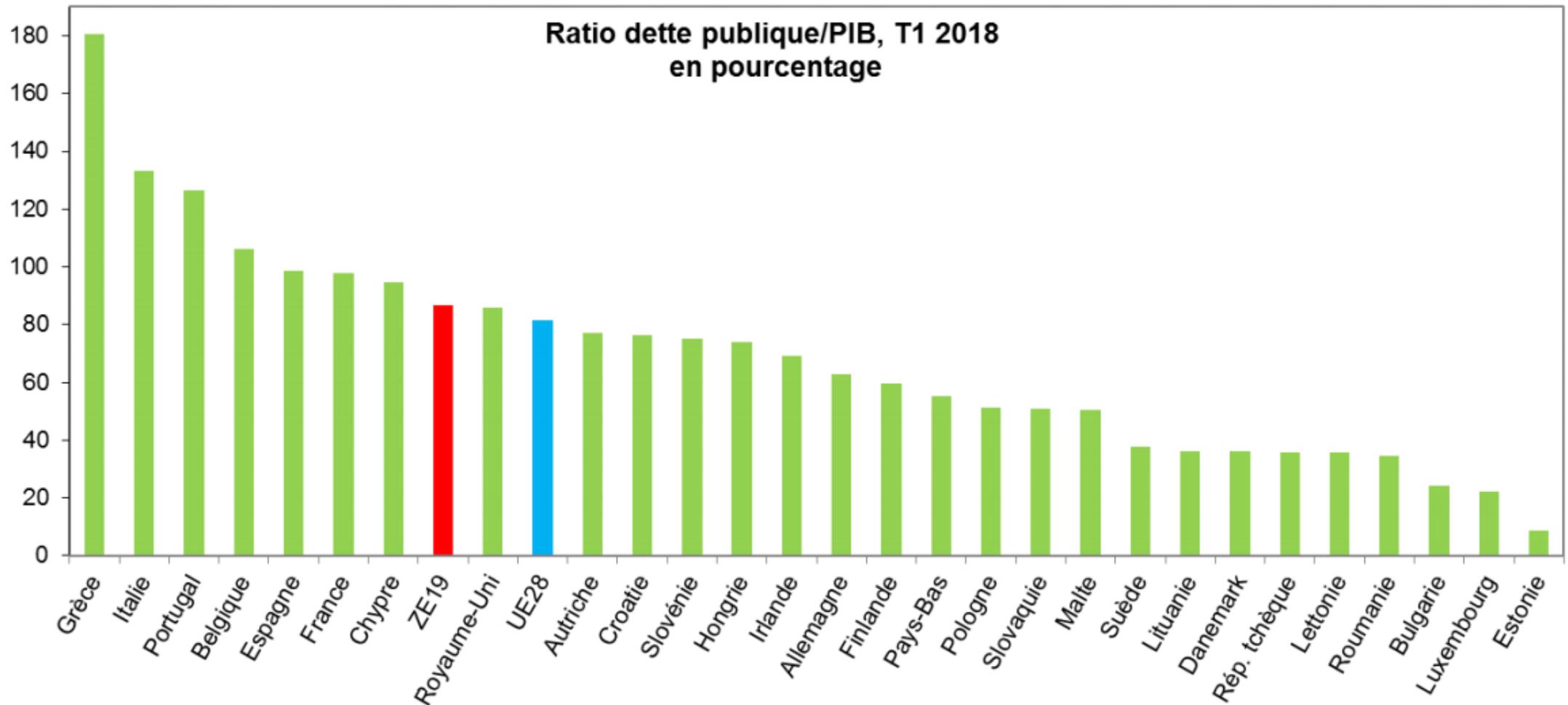
La dette de la France qui augmente depuis 1974.

Décomposition de la dette publique
(en % de PIB)

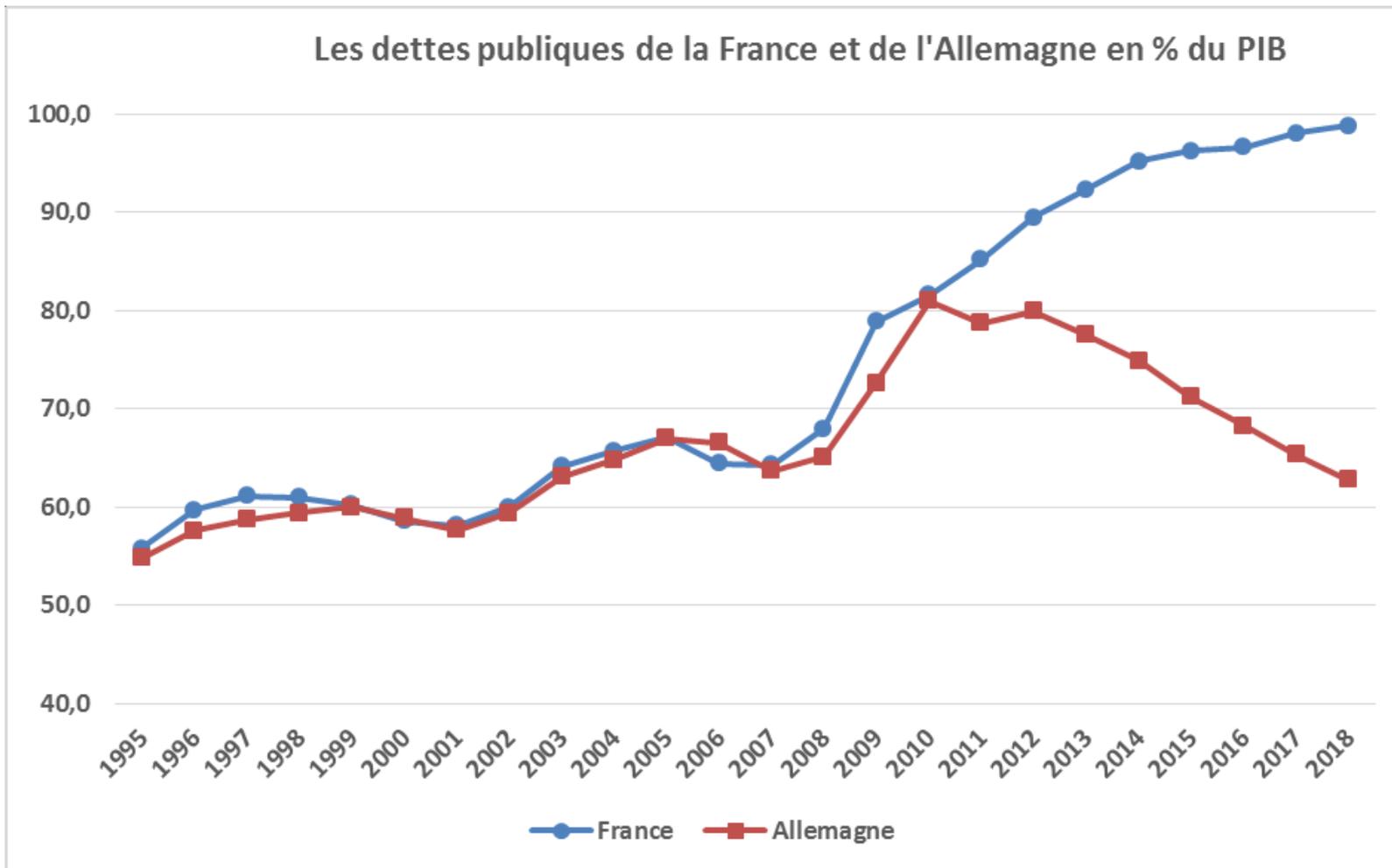


Source: INSEE 2012-T2

Le niveau de la dette publique est supérieur à la moyenne de nos partenaires européens.



Le niveau de la dette publique est supérieur à la moyenne de nos partenaires européens.



Le déficit public peut être réduit :

- **En augmentant les impôts,**
- **En réduisant les dépenses.**

En France, l'impôt est basé sur le principe de progressivité

Le barème sert à calculer le montant de l'impôt. Il est appliqué au quotient familial et comporte plusieurs tranches.

Barème progressif 2018	
Tranches	Taux d'imposition à appliquer
Jusqu'à 9 964 €	0 %
De 9 965 € à 27 519 €	14 %
De 27 520 € à 73 779 €	30 %
De 73 780 € à 156 244 €	41 %
Plus de 156 245 €	45 %

Le taux important des dépenses reflète
un niveau élevé de prestations sociales,
financées par les contributions

Le poids des impôts et des cotisation sociales est **un enjeu pour la compétitivité de l'économie française.**

En France, le coût du travail est plus élevé que dans de nombreux pays développés.



source : Eurostat, calcul Rexecode, décembre 2018

Les engagements du Président de la République :

- **Baisser la dépense publique** (de 3 points de PIB d'ici 2022),
- **Rendre 10 Milliards d'€ aux Français** (suppression de la Taxe d'Habitation),
- **Encourager le travail** (baisse des cotisations...),
- **Baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 25%**,
- **Rendre la fiscalité du capital comparable à celle des autres pays**,
- **Tenir les engagements** en matière de défense, de police et de justice.

Les objectifs du grand débat :

- **Faire mieux connaître aux Français la dépense publique,**
- **Bâtir un consensus autour du « bon niveau » de la fiscalité,**
- **Etablir un système fiscal plus juste,**
- **Identifier le type de dépense publiques à baisser.**

Les questions ?

Posées dans le cadre du Grand Débat National

- Les réactions sur le diagnostic
- 11 questions

3 règles d'animation:

1. 10mns par sujet soit un total maximum de 120 mns
2. 5 interventions de 2 mns maximum par sujet
3. Ceux qui n'ont pas pris la parole sont prioritaires

Le grand
débat national

Contribuer au débat

La fiscalité et les dépenses publiques

#GrandDébat

Le grand
débat national

04. Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

.....
.....
.....

05. Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? (1 seule réponse possible)

- Les dépenses de l'Etat Les dépenses sociales
 Les dépenses des collectivités territoriales Je ne sais pas

06. Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ? (plusieurs réponses possibles)

- L'éducation et la recherche La défense La sécurité
 Les transports L'environnement La politique du logement
 Autres (préciser) :

07. Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous... (plusieurs réponses possibles)

- Reculer l'âge de la retraite Augmenter le temps de travail
 Augmenter les impôts
 Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. Lesquelles ?

08. Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

.....
.....

Le grand
débat national

09. Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

.....
.....

10. Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

- Oui Non

11. Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

.....
.....
.....
.....

01. Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

.....
.....
.....

02. Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

.....
.....
.....

03. Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout : (1 seule réponse possible)

- Réduire la dépense publique Augmenter les impôts
 Faire les deux en même temps Je ne sais pas

00 - Diagnostic : les réactions?

01.

Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

02.

Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

03. Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout : (1 seule réponse possible)

Réduire la dépense publique

Augmenter les impôts

Faire les deux en même temps

Je ne sais pas

04.

Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

05. Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? (1 seule réponse possible)

- Les dépenses de l'Etat
- Les dépenses sociales
- Les dépenses des collectivités territoriales
- Je ne sais pas

06.

Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

(plusieurs réponses possibles)

L'éducation et la recherche

La défense

La sécurité

Les transports

L'environnement

La politique du logement

Autres (préciser) :

07.

Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous...

(plusieurs réponses possibles)

- Reculer l'âge de la retraite
- Augmenter le temps de travail
- Augmenter les impôts
- Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. Lesquelles ?

- Autres (préciser)

08. **Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?**

09.

Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

10.

Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

Oui Non

11.

Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?
